

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 04 septembre 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 20
Procuration(s) : 5
Absent : 1
Nombres de votants : 25
Votes pour : 25
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : lundi 26 août 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0160

Relative au droit à la qualification professionnelle mise en œuvre par OUTSAHA MAECHA

L'an deux mille vingt-quatre, le quatre septembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue au Conseil départemental - Hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Nadjima SAID, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Monsieur Alain SARMENT, Madame Rosette VITTA donne pouvoir à Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA, Madame Zaounaki SAINDOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

Conseiller départemental absent :

Monsieur Nadjayedine SIDI

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu** la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- Vu** la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_00197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente

- Vu** la délibération N°DL_AP2024_0019 du mardi 09 avril 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du Conseil départemental et du STM ;
- Vu** l'avis de la Commission Formation professionnelle, Education et Insertion en date du 02 septembre 2024 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

- Article 1 :** d'accorder une subvention de **130 000€ (cent trente mille euros)** à l'association Outsaha Maëcha pour la mise en œuvre du droit à la qualification professionnelle à travers le dispositif «Parcours Maëcha» pour 20 jeunes de 15 à 25 ans du territoire de la Communauté d'Agglomération du Grand Nord à travers : un accompagnement professionnel et social ; une formation sur les savoirs de base dispensée par un organisme de formation certifié, une remobilisation du public , une orientation à l'issue de la formation ;
- Article 2 :** d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits formation inscrits au **chapitre 65** du Budget du Conseil Départemental ;
- Article 3 :** d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- Article 4 :** en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**


Ben Issa OUSSENI

CONVENTION N° XXXX/2024

Relatif au droit à la qualification professionnelle mise en œuvre par OUTSAHA MAECHA

ENTRE :

Le Département de Mayotte, représenté par son Président, Monsieur Ben Issa OUSSENI,

ET

L'association OUTSAHA MAECHA, représentée par son président, Monsieur Assani HAROUNA.

- Vu Le codes général des collectivités territoriale ;
- Vu La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- Vu La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;
- Vu La délibération n° DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu La délibération n° DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attribution du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu La délibération n° DL_AP2024_0019 relative au budget primitif 2024 du Département de Mayotte ;
- Vu La délibération n°XXXXXX relative au droit à la qualification professionnelle.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

En vertu de l'article L. 6314-1 du Code du travail, « Tout travailleur engagé dans la vie active ou toute personne qui s'y engage a droit à la qualification professionnelle et doit pouvoir suivre, à son initiative, une formation lui permettant, quel que soit son statut, de progresser au cours de sa vie professionnelle d'au moins un niveau en acquérant une qualification correspondant aux besoins de l'économie prévisibles à court ou moyen terme ».

Ainsi, l'association Outsaha Maëcha propose un « **Parcours Maëcha** » à 20 jeunes de 15 à 25 ans du territoire de la Communauté d'Agglomération du Grand Nord. Le dispositif se décline comme suit : un accompagnement professionnel et social ; une formation sur les savoirs de base dispensée par un organisme de formation certifié et, une remobilisation du public ; enfin, une orientation à l'issue de la formation. Soit, un recrutement par l'association intermédiaire dans le cadre de ses ateliers et chantiers d'insertion, soit en formation professionnelle qualifiante

ARTICLE 1 : L'accueil des jeunes de moins de 26 ans

L'association OUTSAHA MAECHA s'engage accueillir 20 jeunes originaires des localités qui composent la Communauté d'Agglomération du Grand Nord, au titre de l'année 2024.

Ce public se caractérise par :

1. Les jeunes 16 à 25 ans exclus du système scolaire sans qualification ;
2. Les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active de moins de 26 ans.

L'association OUTSAHA MAECHA s'engage à transmettre au conseil départemental des données chiffrées relatives à l'accueil effectif de ces deux catégories de public cible.

ARTICLE 2 : La formation des jeunes

Les vingt jeunes accueillis par l'association OUTSAHA MAECHA doivent obligatoirement suivre une formation sur les savoirs de base. Cette formation est nécessairement dispensée par un organisme de formation certifié par les autorités compétentes.

L'association OUTSAHA MAECHA doit par conséquent transmettre au conseil départemental les attestations de formations délivrées par l'organisme de formation choisi à l'issue de la formation.

ARTICLE 3 : La sortie du dispositif « Parcours Maëcha »

L'association OUTSAHA MAECHA s'engage à recruter, dans le cadre de ses compétences d'Association Intermédiaire, une partie des jeunes suivis lors du « Parcours Maëcha », en fonction des projets professionnels.

L'autre partie est nécessairement orientée vers la formation professionnelle en vue de l'acquisition d'une qualification ou d'une certification professionnelle.

L'association OUTSAHA MAECHA prouve par tous moyens les recrutements et les inscriptions en formation professionnelle des jeunes accueillis dans le dispositif « Parcours Maëcha ».

ARTICLE 4 : L'accompagnement professionnel

L'association OUTSAHA MAECHA met à disposition de chacun des vingt jeunes accueillis en son sein un Conseiller en Insertion professionnelle pour l'aider dans ses démarches visant soit à la formation professionnelle, soit à l'emploi. Cela se traduit entre autres, par la rédaction de CV et lettre de motivation mais également, une préparation à l'entretien d'embauche, et un accompagnement dans le cadre de l'estime et confiance en soi.

L'association OUTSAHA MAECHA est tenue de fournir au conseil départemental des éléments quantitatifs sur la mise en œuvre de cet accompagnement.

Envoyé en préfecture le 18/09/2024

Reçu en préfecture le 18/09/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20240918-DL0409240160-DE



ARTICLE 5 : L'accompagnement social

L'association OUTSAHA MAECHA met à disposition de chacun des bénéficiaires du revenu de solidarité active et, éventuellement, les jeunes de 16 à 25 ans nécessiteux, accueillis dans ses locaux, un travailleur social dans l'optique de lever tous les freins sociaux pour faciliter leur insertion sociale.

Il s'agit d'aider les jeunes dans le cadre de leurs démarches administratives.

Il est donc demandé à l'association OUTSAHA MAECHA de solliciter tous les dispositifs de l'Etat et du Département de Mayotte prévus pour l'accompagnement social des jeunes.

L'association OUTSAHA MAECHA s'engage par conséquent à transmettre au conseil départemental de données chiffrées sur la mise en œuvre de cet accompagnement social.

ARTICLE 6 : Publicité et communication médias des actions

A chaque fois qu'il doit faire une communication à travers la presse ou les médias, la Mission locale s'engage à prendre préalablement une autorisation écrite du Conseil départemental qui donnera son avis et/ou se joindra à l'opération concernée.

En cas de réponse favorable du Conseil Départemental, l'association OUTSAHA MAECHA s'oblige à respecter les modalités de cet accord et à effectuer toutes les formalités de publicité relatives à la participation du Conseil Départemental, dans le cadre des actions réalisées à travers l'exécution de la présente convention

ARTICLE 7 : Montant de la subvention accordée par le Conseil Départemental de Mayotte

En contrepartie de la réalisation des actions prévues aux précédents articles, le Conseil Départemental de Mayotte attribue à l'association OUTSAHA MAECHA pour cette convention qui couvre la période du 1 janvier au 31 décembre 2024, une contribution financière de **130 000 € (cent trente mille euros)** destinée à la couverture des dépenses concernées par cette même période.

ARTICLE 8 : Modalités de versements

Le financement du Conseil départemental sera prélevé sur le **chapitre 65 compte 6574** du budget du Conseil Départemental de Mayotte pour être versé à l'association OUTSAHA MAECHA selon les modalités suivantes :

- à la signature de la présente convention, un acompte de **80 %** de la subvention prévisionnelle, soit **104 000 €**
- le solde de **20 %** soit **26 000 €** sur présentation du bilan final des actions. Ce bilan doit notamment comporter les éléments suivants :
 - un rapport d'activité de la structure conformément aux objectifs décrits plus haut et, adopté par son assemblée générale ;
 - un bilan financier adopté par son assemblée générale et certifié par un commissaire aux comptes ;
 - une note synthétique relative aux dépenses extérieures effectuées pour la mise en œuvre des actions ainsi que les factures correspondantes.

ARTICLE 9 : Imputation budgétaire

Le financement prévu à l'article 7 de la présente convention sera prélevé sur le **chapitre 65 compte 6574** du budget du Conseil Départemental.

ARTICLE 10 : Compte bancaire du bénéficiaire

Le paiement sera effectué au profit de sur son compte ouvert au **nom de OUTSAHA MAECHA** dont les références suivent :

Code Banque	Code Guichet	Numéro de compte	Clé

IBAN (International Bank Account Number)

FR76						
------	--	--	--	--	--	--

ARTICLE 11 : Contrôle technique et financier du Conseil Départemental

Le contrôle technique et financier sur pièces et sur place sera exercé par les services du Conseil Départemental ou par toute autorité qui aura été habilitée à cet effet par le Président du Conseil Départemental de Mayotte.

L'association OUTSAHA MAECHA s'engage à :

- accorder un droit d'accès à toutes les pièces nécessaires au contrôle de l'exécution de la présente convention et de la réalité des coûts présentés ;
- tenir à la disposition du Conseil Départemental les documents attestant de sa situation vis-à-vis des organismes sociaux et fiscaux ;
- conserver toutes les pièces justificatives relatives aux dépenses de la présente convention pendant un délai de 10 ans après le dernier paiement ;
- utiliser un système de comptabilité analytique ou de répartition analytique des dépenses réellement encourues au titre de la présente convention sur la base de clés objectives et vérifiables.

ARTICLE 12 : Trop perçu ou dépassement

Dans l'hypothèse où le coût des opérations serait inférieur au montant prévu et aux sommes versées, le trop perçu sera reversé au budget du Conseil Départemental.

En cas de dépassement de l'enveloppe financière inscrite à la présente convention au titre de la participation du Conseil Départemental, l'association OUTSAHA MAECHA s'engage à prendre en charge toutes les dépenses afférentes aux actions relevant de ce dépassement.

ARTICLE 13 : Remboursement

Dans le cas où la sincérité des justificatifs est mise en cause, les sommes indûment versées feront l'objet d'un remboursement au Conseil Départemental de Mayotte.

ARTICLE 14 : Durée de validité de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée de validité d'une année civile.

ARTICLE 15 : Résiliation

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties avec un préavis obligatoire de 3 mois au minimum.

En cas de résiliation :

- OUTSAHA MAECHA remplira jusqu'à la fin les engagements nés des actions déjà engagées, le paiement des sommes afférentes aux documents correspondants
- le Conseil Départemental versera à OUTSAHA MAECHA les fonds nécessaires et s'acquittera des montants correspondants au prorata des prestations réalisées par la structure.

ARTICLE 16: Litige

En cas de litige issu de l'application de la présente convention, le Tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Mayotte.

Etablie en 3 exemplaires

Fait à Mamoudzou, le

Le Président du Conseil Départemental

Le Président de Outsaha Maecha

Ben Issa OUSSENI

Assani HAROUNA